Jean-Claude Leclerc

Journaliste, conférencier, journal LE DEVOIR, Montréal

(2001)

“Le retour des grandes peurs ?”

**Texte d’une conférence prononcée au Colloque du 10 mai 2001
de l’Association canadienne pour la santé mentale
- section Montréal**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de soins infirmiers retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

à partir du livre de :

Jean-Claude Leclerc, **"Le retour des grandes peurs ?"**. Texte d'une conférence publié dans Crise de société... recherche de sens. Actes du colloque du 10 mai 2001, pp. 51-58. Montréal: L'Association canadienne pour la santé mentale, section Montréal, 2001, 123 pp.

L'auteur est journaliste, conférencier, journal LE DEVOIR, Montréal.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur, mercredi le 10 mai 2006 de diffuser le texte de cette conférence sur le portail des Classiques des sciences sociales.]

Courriel : redaction@ledevoir.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 10 mai 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jean-Claude Leclerc

Journaliste, conférencier, journal LE DEVOIR, Montréal

“ Le retour des grandes peurs ?”

Texte d'une conférence publié dans Crise de société... recherche de sens. Actes du colloque du 10 mai 2001, pp. 51-58. Montréal: L'Association canadienne pour la santé mentale, section Montréal, 2001, 123 pp.

Table des matières

[Introduction](#)

[Facteurs collectifs](#)

[En société démocratique](#)

[L’angoisse venue du politique](#)

Jean-Claude Leclerc,
journaliste au Devoir, chargé de cours à l'Université de Montréal

“Le retour des grandes peurs ?”

Texte d'une conférence publié dans Crise de société... recherche de sens. Actes du colloque du 10 mai 2001, pp. 51-58. Montréal: L'Association canadienne pour la santé mentale, section Montréal, 2001, 123 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

D'après certains sondages, une partie importante de notre population éprouve une détresse psychologique plus ou moins prononcée. Sans doute serait-il imprudent d'attribuer ce phénomène à une seule cause. Effondrement des certitudes, insécurité économique, menaces écologiques, plusieurs variables externes peuvent être prises en compte, outre les variables internes d'ordre héréditaire ou neurologique. Sans minimiser l'importance des histoires personnelles, peut-on donner aussi du poids au facteur politique ? On l'a vu à l'oeuvre en Europe durant « l'équilibre de la terreur », quand la crainte d'un affrontement nucléaire y a plongé les populations dans une grande angoisse. On en a constaté aussi l'importance, plus récemment, dans le conflit en ex-Yougoslavie.

Quand j'ai commencé comme journaliste au Devoir, il y a une trentaine d'années, j'ai été frappé par la forte inquiétude qui régnait dans certaines communautés, notamment juive et acadienne, devant la situation politique, alors turbulente, qui se développait au Québec. Ap-

paremment, ces communautés n'étaient pas les seules à se montrer fragiles. Ailleurs au Canada, plusieurs autres manifestaient en certaines circonstances ce qu'on peut appeler des réflexes de victime. Collectivement, nous formerions même, selon le mot de l'historien Desmond Morton, a *nation of losers*. C'est-à-dire, pour décrire la chose moins brutalement, un amalgame politique de rescapés ou de survivants.

Est-ce faux ? Les Amérindiens ont été spoliés par les Européens, et la Nouvelle-France, conquise par l'Angleterre. Les Loyalistes des Cantons de l'Est ont préféré s'exiler ici plutôt que de rester aux États-Unis. Le Québec catholique a reçu plusieurs des persécutés de la Révolution française. Les Anglais du Canada ont perdu le contrôle de leur pays, faute d'avoir assimilé Canadiens français et immigrants. Les Canadiens d'origine japonaise ont été sous le gouvernement King jetés dans des camps de concentration et privés de leurs biens et de leurs droits.

Parmi nos immigrants du XXe siècle, nombre de juifs, d'Arméniens, de Cambodgiens et maintenant de Rwandais sont des survivants de génocides. D'autres furent des victimes du communisme. D'autres encore ont fui des persécutions ou des conflits.

Bref, si l'histoire du Canada paraît moins tumultueuse que celle de nos divers pays d'origine, nous sommes néanmoins les héritiers d'expériences historiques souvent traumatisantes. Cet héritage expliquerait notamment pourquoi chacune de ces communautés défend si jalousement ses acquis tout en craignant de les perdre, et pourquoi aussi aucune n'a pu encore former d'alliance durable avec d'autres ni offrir de projet commun où toutes se sentiraient parties prenantes et partenaires gagnants.

Certes, il y a des avantages à vivre dans une société aux cent communautés : aucune ne peut imposer de joug aux autres, et toutes se sentent libres, comme c'est le cas à Montréal, où nul groupe da jamais longtemps tenu le haut du pavé. Qui voudrait revenir à la « ville aux cents clochers » ? Aucun groupe non plus ne peut opprimer impunément ses membres car ils ont le choix de changer de famille ethno-culturelle ou de quartier, voire de langue ou de religion.

Mais cette liberté ne va pas sans quelque incertitude. Il n'y a pas ici de cadre rigide, de règle simple, de pouvoir unique, d'orthodoxie stricte qui, s'imposant à tout le monde, donneraient à chacun l'assurance au moins d'un monde stable, organisé, prévisible. À la liberté de tous s'ajoute donc chez chacun une certaine mesure d'inquiétude. Mais, sauf exception, inquiétude West pas angoisse ni peur panique.

Pourtant, en regard de problématiques aussi diverses que celles de l'immigration, de la langue ou du racisme, une hypothèse ne manque pas d'émerger : tout comme on trouve dans la vie de certains individus des incidents graves qui expliquent leurs tourments actuels, on devrait aussi déceler chez certaines communautés, non pas seulement des souvenirs d'événements malheureux, mais des traumatismes d'origine politique dont elles ne parviennent pas à se libérer et qui marquent leurs membres, d'une génération à une autre.

Quand on analyse le rapport, tel qu'on peut le discerner dans notre société, entre le politique et la santé mentale, au moins trois questions se posent :

- 1) Des facteurs collectifs peuvent-ils, autant que des facteurs individuels, avoir un impact sur l'équilibre psychique ou émotionnel des gens ?
- 2) Dans une société pacifique et démocratique comme la nôtre, le politique peut-il être une source d'angoisse ?
- 3) Peut-on établir chez nous des liens entre l'angoisse venue du politique et la santé psychique ?

Facteurs collectifs

[Retour à la table des matières](#)

Pour tenter de répondre à la première question, il est utile d'emprunter à la fresque de Jean Delumeau, *La Peur en Occident (XIV^e-XVIII^e siècles)*, quelques observations tirées de cette période troublée. Les réactions de l'individu devant un danger précis sont connues : il peut s'écraser, fuir ou attaquer. Mais les collectivités assiégées, comment réagissent-elles ? Delumeau écrit :

« Comment les agressions subies par les groupes pourraient-elles ne pas provoquer, surtout si elles s'additionnent ou se répètent avec trop d'intensité, des mobilisations d'énergie ? Et celles-ci doivent logiquement se traduire soit par des paniques, soit par des révoltes, soit, si elles n'aboutissent pas à des extériorisations immédiates, par l'installation d'un climat d'anxiété, voire de névrose, lui-même capable de se résoudre plus tard en explosions violentes ou en persécutions de boucs émissaires. »

Bien sûr, à l'heure actuelle, aucune de nos communautés n'est ouvertement persécutée au Canada. Mais qu'en est-il de leur acceptation au sein de la société en général et de leur participation à la vie politique du pays ? Les griefs des autochtones restent pour l'essentiel sans réponse. Un nouveau foyer supposément sécessionniste a fait son apparition dans l'Ouest du pays. Au Québec, la question nationale n'est toujours pas résolue. Or, point n'est besoin d'être persécuté pour se sentir menacé. Delumeau écrit encore :

« Les collectivités mal-aimées de l'histoire sont comparables à des enfants privés d'amour maternel et, de toute façon, situées en porte à faux dans la société ; aussi deviennent-elles les classes dangereuses. C'est donc à plus ou moins longue échéance une attitude suicidaire de la part d'un groupe dominant de parquer une catégorie de dominés dans l'inconfort matériel et psychique. Ce refus de l'amour et de la « relation » ne peut manquer d'engendrer peur et haine. »

Dans les communautés inuit et amérindiennes, on attribue à l'effondrement du mode de vie traditionnel, mais aussi au rejet des autochtones par la société majoritaire des phénomènes extrêmes comme l'intoxication ou le suicide des jeunes gens. Dans les minorités francophones, peu respectées en certaines régions, on évoque régulièrement la crainte d'une disparition plus ou moins prochaine. La minorité anglo-québécoise se sent assiégée dans ses dernières institutions. Toute une population prend pour acquis que le Québec est rejeté sinon détesté du reste du Canada (ROC). Et à en croire un certain courant d'opinion, les francophones du Québec vont inéluctablement disparaître en Amérique, à moins de se donner un État.

Or, voilà des exemples de frustrations vitales qui trouvent parfois des possibilités d'extériorisation mais pas beaucoup d'exutoire. L'agressivité contre autrui reste mal vue dans notre société. Certaines réformes tardent ou ne donnent pas les fruits attendus. Devant ce qui semble être des blocages du politique, et donc des blocages de tout ce qui dépend du politique, est-il déraisonnable de penser que plusieurs individus vont somatiser l'impasse, aux dépens de leur bien-être intérieure sinon de leur équilibre psychique ?

Sur quoi d'autre, en effet, ces gens peuvent-ils passer leur angoisse ? À qui peuvent-ils en imputer la cause ? Aux pauvres, aux réfugiés, aux assistés sociaux ? Ces boucs émissaires sont moins visibles qu'autrefois. Dans les siècles tragiques évoqués par Delumeau, on s'en prendra au diable et à ses incarnations : les juifs, les sorcières, les hérétiques. Et on en fera grand massacre, en Europe mais aussi au Nouveau Monde. Hélas, aujourd'hui, diront certains nostalgiques, tout le monde a le droit d'être différent et, charte oblige, nul ne peut plus être inquiété pour sa différence...

On signalera, il est vrai, la remontée de la contestation, notamment devant ces grandes peurs engendrées par la pollution de l'eau, l'altération génétique des aliments, voire la mondialisation des marchés. Mais justement n'est-il pas significatif qu'après le Sommet des Amériques, sept Québécois sur dix aient donné raison à la police contre les manifestants, et que dans Québec même, neuf sur dix aient fait de même. Si ce n'est pas là un symptôme d'une société de refoulement, sinon d'une culture de répression politique, qu'est-ce que c'est ?

En société démocratique

[Retour à la table des matières](#)

Il est plus difficile de répondre à la deuxième question. En principe, dans une société pacifique et démocratique, nul ne devrait se sentir menacé, et chacun devrait trouver moyen d'exprimer ses besoins. Toutefois, outre que notre démocratie ne fonctionne pas toujours selon les règles, son développement s'est traduit surtout par un système bureaucratique qui a ruiné de vieilles solidarités et qui est devenu à son tour source de frustrations. Par exemple, les négociations centralisées du secteur public ont privé le personnel et les gestionnaires locaux d'une grande partie de leur pouvoir sur l'aménagement de leur travail et sur l'exercice de leur profession. Que dire aussi de ces régions qu'on appelle « éloignées » ?

Plus profondément, la Révolution tranquille a rompu maintes traditions qui, bonnes ou mauvaises, donnaient à la vie des individus un cadre prévisible. Les changements ont succédé aux changements, sans que la population soit toujours d'accord avec eux ou ait la possibilité de s'y adapter. Or, malgré les succès collectifs attribués à cette Révolution, l'essentiel manquerait encore au Québec. Le politique serait donc à cet égard sinon un échec du moins un demi-succès. De plus, non seulement la classe politique reste-elle divisée quant au statut du Québec, mais dans le camp souverainiste, un sentiment d'abandon sinon de trahison persiste, emportant un chef après l'autre.

Feu le sociologue Fernand Dumont parlait d'une brèche, d'une vigile, d'une impasse. Plus globalement, pour Dumont, qui s'en est expliqué en 1995, « *nous sommes devant le désarroi et ce désarroi gagne l'ensemble de notre société* ». L'élite qui a fait la Révolution tranquille est « *fatiguée* ». Pire : « *Elle n'a d'autre discours que de défendre en quelque sorte l'entreprise dans laquelle elle s'est engagée ; elle ne représente plus, je crois, Les inquiétudes, les désarrois de notre*

société, qui est confrontée au vide et à la menace - qu'on n'ose envisager en face - de sa disparition. ¹ »

Menace de disparition d'une société, disqualification de sa classe politique, que faut-il d'autre pour entretenir dans une population non seulement du désarroi, mais du désespoir? En tout cas, force est de constater que si le politique n'est pas cause d'aliénation, il n'est plus la source d'inspiration qu'il fut pour toute une génération. Au contraire, on a désormais l'impression qu'à son tour il verse dans les exutoires artificiels traditionnellement donnés aux frustrations et aux angoisses d'une époque : alcool, jeu, médicaments, en attendant d'autres drogues.

L'angoisse venue du politique

[Retour à la table des matières](#)

On impute au travail, au stress de la vie actuelle, au manque de respect ou de reconnaissance, la vague d'épuisement professionnel et de déprime personnelle qui affecte plusieurs catégories de gens, à commencer par les mieux outillés pour avoir une vie enrichissante, notamment les gens du domaine de la santé. Or, les décisions politiques prises quant au financement des services publics n'y sont-elles pas pour quelque chose ? Le politique est aussi en cause quand des catégories sociales sont stigmatisées ou menacées d'une réduction des secours qu'on est censé leur apporter. Mais le politique ne se borne pas au gouvernement.

L'action des gens du secteur public en faveur de leurs conditions de rémunération et de travail prend à l'occasion des formes qui ne sont pas sans aggraver le sentiment de vulnérabilité et d'impuissance de

¹ Fernand DUMONT, entretien accordé à Georges Leroux en 1995, cité par Serge Cantin, « Octobre, 30 ans plus tard, l'impasse révélée par la crise est toujours présente », *Le Devoir*, 16 octobre 2000, p. A7.

toute une population. Une grève dans la santé, par exemple, peut être un exutoire bienvenu pour le personnel infirmier ou médical, mais elle ajoutera probablement à la détresse des patients.

De même, les lacunes dénoncées quant aux effectifs, insuffisants ; aux équipements, désuets; aux priorités ou aux méthodes, anarchiques, ces lacunes répercutées dans les médias donnent des services jugés essentiels un bilan propre à saper le moral des plus optimistes. Or, moral et sécurité ne sont-ils pas parmi les toutes premières conditions de la prévention de certaines maladies ou d'une promptة guérison pour bien des malades ?

Au surplus, proclamer que la santé mentale en particulier da pas le budget voulu pour répondre aux besoins est peut-être conforme à la vérité, mais est-ce là donner de l'espoir aux patients et à leurs proches?

Les enquêtes sur la détresse psychique donnent une idée de la prévalence de certains problèmes, mais non de leur virulence. Ni toujours de leurs différentes sources. Quelques événements aussi violents que spectaculaires ont pourtant révélé la gravité de certaines frustrations d'ordre social et politique, notamment l'attentat à la mitraille à l'Assemblée nationale et la tuerie de l'École Polytechnique de Montréal.

Plusieurs se sont empressés de ramener ces événements à des cas de déséquilibre individuel ou au culte de la violence qui prédominerait en Amérique du Nord. En réalité, les individus qui se lancent dans de telles opérations « vengeresses » expriment aussi d'importants malaises sociaux ou politiques. Une fragilité individuelle leur aura permis de traduire en actes d'agression des frustrations collectives que d'autres, plus nombreux qu'on dose le croire, exécutent autrement.

Bref, non seulement notre classe politique et le personnel de la santé lui-même sous-estiment-ils l'angoisse qui subsiste au sein de plusieurs minorités, y compris cette nouvelle minorité que forme la jeunesse dans une société vieillissante, mais ils minimisent à tort l'impact de leur action publique sur plusieurs composantes de la population. D'aucuns ont vu un manque de maturité ou de courage dans l'attitude des Québécois qui, à plus de 75 pour cent, s'opposent à la tenue d'un

autre référendum sur l'avenir politique de la province. Il faudrait peut-être d'abord y lire une peur probablement justifiée à l'idée de déclencher un mouvement lourd de conséquences personnelles et collectives et sur lequel la majorité sent qu'elle a fort peu de prise.

Fin du texte